

Rentrée scolaire : "Le débat ne doit pas être que sanitaire" (FCPE)- AEFInfo

4-5 minutes

"Une école ouverte mais avec des élèves protégés et des moyens conséquents" : c'est le souhait que formulent, pour cette année 2021-2022, les représentants de la FCPE lors d'une conférence le 10 septembre 2021. Pour l'heure, la fédération estime que "la rentrée aurait mérité plus d'anticipation et de préparation" sur le volet sanitaire et regrette que "rien ne soit prévu pour les parents" dont les enfants ne peuvent plus aller en classe. Par ailleurs, elle alerte sur "la multiplication des non-affectations" d'élèves, au collège et au lycée.



La FCPE regrette que rien ne soit prévu pour les parents dont un enfant, en raison du contexte sanitaire, ne peut plus aller en classe. Unsplash - Gautam Arora

Si 545 classes sont fermées, d'après les chiffres du MEN au 7 septembre, les représentants de la FCPE Carla Dugault, Nageate Belahcen et Eric Labastie soulignent, le 10 septembre, qu'il manque le nombre de collégiens et lycéens considérés comme cas contact et dès lors tenus de rentrer chez eux ([lire sur AEF info](#)).

À cet égard, les coprésidentes et le secrétaire général de la fédération de parents d'élèves estiment que "l'accompagnement et la continuité pédagogique ne sont pas là". Ils regrettent, en outre, que "rien ne soit pour les parents" dont les enfants ne peuvent plus aller en classe en raison du contexte sanitaire.

La fédération déplore également "des zones d'ombre" et des

"couacs" dans la campagne de vaccination, liés selon elle à l'absence de communication du MEN "en amont", auprès de ses équipes et sur le terrain.

Le MEN doit "revoir sa copie sur le volet éducatif"

En cette rentrée, la FCPE se dit toutefois "attentive à ce que le débat ne soit pas que sanitaire" et appelle le MEN à "revoir sa copie sur le volet éducatif". Ses représentants pointent l'absence d'aménagement des programmes après deux années de scolarité chamboulées par la situation sanitaire. Aussi, ils s'interrogent sur le déroulement des évaluations nationales, prévues en CP, CE1 et 6e.

S'agissant du baccalauréat, elle a l'espoir que la session 2022 "ne sera pas gérée dans l'immédiat" et, au contraire, fera l'objet d'une "vraie concertation des acteurs de l'ensemble de la communauté éducative pour l'évaluation" ([lire aussi sur AEF info](#)). La FCPE plaide pour l'élaboration de "règles générales et non locales", "clairement exprimées" et ce "le plus tôt possible auprès des élèves".

La Fédération rapporte également un "manque de moyens humains" et juge "fortement insuffisante l'embauche de 3 000 ETP en lycée" à double titre ([lire sur AEF info](#)). En effet, celle-ci est, de l'avis de la FCPE, "également centrale" au collège et dans le 1er degré. "Comment se satisfaire de l'embauche de contractuels pour pallier le déficit de remplaçants", interroge-t-elle en outre.

La "multiplication des non-affectations"

Aussi, "la multiplication des non-affectations" d'élèves est un autre élément de mobilisation pour la FCPE. Le phénomène concerne non seulement les lycéens mais aussi les collégiens, rapporte-t-elle. Outre Paris, il est à l'œuvre dans "beaucoup d'autres métropoles" (Rennes, Bordeaux, Toulouse), "commence à apparaître dans le périurbain" et ne touche pas seulement les élèves de la voie générale, selon la fédération. À cela s'ajoutent, pour d'autres élèves, "des difficultés à redoubler dans leur établissement d'origine".

"Les moyens sont largement insuffisants", estime la FCPE selon laquelle les établissements, pour faire face à ces situations, "sont souvent obligés de prendre sur leur marge d'autonomie". Un constat qui l'amène à craindre le développement d'une "scolarité à la carte".